

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

9 NOVEMBRE 1990

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'article 18 de la loi du
7 août 1974 instituant le droit à un
minimum de moyens d'existence**

**(Déposée par MM. Van Peel et
Van Parys)**

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'insécurité d'existence est surtout le lot des personnes qui ne trouvent pas ou plus de protection efficace au sein du monde du travail ou qui vivent dans un contexte familial ne pouvant leur offrir le complément indispensable à des prestations sociales insuffisantes. Ce sont principalement ceux dont le niveau de formation ou de qualification professionnelle est faible, les ouvriers non qualifiés et les petits indépendants qui éprouvent des difficultés financières lorsqu'ils perdent leur revenu professionnel et qu'ils ne disposent pas d'autres revenus d'origine familiale.

Le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence est nettement plus élevé dans les grandes villes que dans les autres communes. Cette situation résulte essentiellement du processus de suburbanisation, et, en particulier, des composantes sociales qui lui sont inhérentes. Ce sont en effet les groupes économiquement faibles qui restent dans les grandes villes (personnes âgées, immigrés, chômeurs, ouvriers non qualifiés, familles monoparentales), c'est-à-dire précisément les catégories de personnes qui sont les premières à connaître les affres de l'insécurité d'existence.

Les CPAS des grandes villes sont dès lors confrontés à des charges financières de plus en plus

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

9 NOVEMBER 1990

WETSVOORSTEL

**houdende wijziging van artikel 18
van de wet van 7 augustus 1974
tot instelling van het recht op een
bestaansminimum**

**(Ingediend door de heren Van Peel en
Van Parys)**

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Bestaanszekerheid heeft vooral diegenen die geen afdoende bescherming (meer) vinden in het arbeidscircuit en zij die in een gezinsverband leven dat geen aanvulling van een ontoereikende uitkering mogelijk maakt. Vooral diegenen met een lage schoolse vorming, een lage beroepskwalificatie, ongeschoolde arbeiders en kleine zelfstandigen ondervinden financiële moeilijkheden wanneer het arbeidsinkomen verloren gaat en er geen andere gezinsinkomsten beschikbaar zijn.

In de grote steden is het aantal bestaansminimumtrekkers veel hoger dan in de overige gemeenten. Dit heeft voornamelijk te maken met het suburbanisatieproces dat zich voltrekt en meer specifiek met de sociale componenten hieraan verbonden. Het zijn immers de economisch zwakkere groepen die achterblijven in de grootsteden (bejaarden, migranten, werklozen, ongeschoolde arbeiders, éénoudergezinnen), met andere woorden precies deze groepen die het eerst getroffen worden door bestaansonzekerheid.

De OCMW's in de grootsteden worden aldus geconfronteerd met steeds toenemende lasten. Voor het

lourdes. C'est ainsi que pour l'année 1988, ces CPAS ont dépensé en moyenne 15 445 francs par habitant, alors qu'ils n'ont perçu en moyenne que 15 072 francs par habitant. Pour les autres villes et communes, ces dépenses et recettes s'élèvent, en moyenne, respectivement à 5 913 francs et 5 646 francs par habitant.

La part du déficit des CPAS pris en charge par les communes se monte en moyenne, pour l'ensemble des communes, à 1 894 francs par habitant. Dans les grandes villes, elle atteint 1 068 francs par habitant.

Au cours des cinq dernières années, les dépenses afférentes à l'octroi du minimex et d'aides complémentaires ont augmenté partout de manière considérable. Ainsi, à Anvers, les dépenses relatives au paiement des minimex sont passées de 315 à 700 millions de francs (+ 122 %) entre 1983 et 1988.

Cette augmentation des dépenses afférentes au minimum de moyens d'existence et à l'aide sociale est due à différents facteurs, tels que l'augmentation du nombre de bénéficiaires (principalement des bénéficiaires de l'allocation maximum du minimum de moyens d'existence), le relèvement des taux, l'extension de l'aide individuelle, le développement de l'emploi social, la réduction (partielle) des charges financières de bon nombre d'organisations sociales.

L'assistance financière (essentiellement les allocations du minimum de moyens d'existence) diffère sensiblement en fonction de l'importance de la commune. Les facteurs qui influencent directement l'ampleur de cette aide sont en premier lieu le nombre de bénéficiaires, mais également la structure du ménage, le nombre d'étrangers, le pourcentage des bénéficiaires de l'allocation maximum du minimex par rapport aux bénéficiaires d'une allocation réduite.

En 1986, le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence s'élevait pour l'ensemble du pays à 43 774 unités, soit 4,44 pour mille habitants.

Le tableau ci-après donne, par ordre décroissant, le nombre de bénéficiaires pour mille habitants pour les sept villes de plus de 100 000 habitants (chiffres de 1986).

En 1988, le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence s'élevait pour l'ensemble du pays à 43 774 unités, soit 4,44 pour mille habitants. Le tableau ci-après donne, par ordre décroissant, le nombre de bénéficiaires pour mille habitants pour les sept villes de plus de 100 000 habitants (chiffres de 1986).

La part du déficit des CPAS pris en charge par les communes se monte en moyenne, pour l'ensemble des communes, à 1 894 francs par habitant. Dans les grandes villes, elle atteint 1 068 francs par habitant.

Au cours des cinq dernières années, les dépenses afférentes à l'octroi du minimex et d'aides complémentaires ont augmenté partout de manière considérable. Ainsi, à Anvers, les dépenses relatives au paiement des minimex sont passées de 315 à 700 millions de francs (+ 122 %) entre 1983 et 1988.

Cette augmentation des dépenses afférentes au minimum de moyens d'existence et à l'aide sociale est due à différents facteurs, tels que l'augmentation du nombre de bénéficiaires (principalement des bénéficiaires de l'allocation maximum du minimum de moyens d'existence), le relèvement des taux, l'extension de l'aide individuelle, le développement de l'emploi social, la réduction (partielle) des charges financières de bon nombre d'organisations sociales.

L'assistance financière (essentiellement les allocations du minimum de moyens d'existence) diffère sensiblement en fonction de l'importance de la commune. Les facteurs qui influencent directement l'ampleur de cette aide sont en premier lieu le nombre de bénéficiaires, mais également la structure du ménage, le nombre d'étrangers, le pourcentage des bénéficiaires de l'allocation maximum du minimex par rapport aux bénéficiaires d'une allocation réduite.

En 1986, le nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence s'élevait pour l'ensemble du pays à 43 774 unités, soit 4,44 pour mille habitants.

Le tableau ci-après donne, par ordre décroissant, le nombre de bénéficiaires pour mille habitants pour les sept villes de plus de 100 000 habitants (chiffres de 1986).

Commune — Gemeente	Bénéficiaires — Rechthebbenden	Nombre d'habitants — Aantal inwoners	Bénéficiaires pour 1000 habitants — Rh. / 1000 inwoners	Indice de croissance par rapport à 1981 — Groeindex t.o.v. 1981
Liège. — Luik	2 889	201 749	14,32	2,0
Gand. — Gent	2 509	234 251	10,71	1,8
Anvers. — Antwerpen	4 465	483 199	9,24	2,3
Bruxelles. — Brussel	1 104	136 453	8,09	1,8
Charleroi	1 614	210 324	7,67	1,5
Namur. — Namen	576	102 501	5,62	4,6
Bruges. — Brugge	635	117 799	5,39	1,6

A titre de comparaison, le tableau ci-dessous donne le nombre de bénéficiaires pour mille habitants pour une commune moyenne située à proximité des grandes villes (chiffres de 1986).

Ter vergelijking wordt in onderstaande tabel het aantal rechthebbenden per duizend inwoners weergegeven voor de gemiddelde omliggende gemeenten van de respectievelijke grote steden (gegevens voor 1986).

Commune — Gemeente	Bénéficiaires — Rechthebbenden	Bén. pour 1000 habitants — Rh. / 1000 inwoners	Ind. de crois. par rap. à 1981 — Groei-index t.o.v. 1981
Ans	117	4,4	1,6
Merelbeke	33	1,7	1,6
Edegem	51	2,2	1,5
Jette	131	3,4	2,2
Farciennes	52	4,2	1,9
Eghezée	46	4,1	4,9
Damme	19	1,9	6,2

Ces chiffres montrent que la capacité contributive des communes varie fortement en fonction de leur taille. La pression sans cesse croissante exercée sur les grandes villes et les CPAS devient peu à peu insupportable.

Eu égard à l'ampleur et à la complexité de la problématique des grandes villes, le ralentissement du processus de suburbanisation, avec ce qu'il implique de conséquences sociales négatives, constitue une tâche particulièrement difficile. Afin d'alléger quelque peu ce fardeau, les auteurs de la présente proposition de loi préconisent de répartir de façon plus équilibrée entre toutes les communes les charges découlant de la présence, dans les grandes villes, d'un grand nombre de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence. Les auteurs se basent en l'occurrence sur le deuxième rapport du Commissaire royal à la politique des immigrés, « Pour une cohabitation harmonieuse » (partie I, pp. 90 et s., partie III, pp. 574 et s.).

Les auteurs proposent donc d'instaurer une clé pour le calcul de la subvention de 50 % accordée par l'Etat, subvention dont le montant serait établi en fonction du nombre de bénéficiaires par mille habitants. Cette subvention fait l'objet du chapitre VII de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

La clé serait déterminée en fonction de la répartition du nombre de bénéficiaires par mille habitants entre toutes les communes (ce nombre varie de 0 à 14,9). Il est à noter que l'adoption de ce système n'entraînerait aucune charge supplémentaire pour les pouvoirs publics.

Hieruit blijkt een groot verschil in gemeentelijk draagvlak naargelang de grootte-orde van de gemeente. De steeds toenemende druk op de grote steden en de OCMW's wordt dan ook stilaan onhoudbaar.

Omwille van de enorme omvang en complexiteit van de grootstedelijke problematiek is de afremming van het suburbanisatieproces met zijn negatieve sociale consequenties een uiterst moeilijke opgave. Teneinde deze grote druk een beetje te verlichten, pleiten de indieners van dit wetsvoorstel voor een evenwichtigere spreiding over alle gemeenten van de financiële lasten van het grote aantal bestaansminimumtrekkers in de grote steden. Zij baseren zich daarbij op het tweede rapport van de Koninklijke Commissaris voor het Migrantenbeleid « Voor een harmonische samenleving » (deel I, blz. 90 en volgende; deel III, blz. 574 en volgende).

Voorgesteld wordt een sleutel in te bouwen in de staatstoelage van 50 % van de bestaansminimumuitkeringen in verhouding tot het aantal rechthebbenden per duizend inwoners. Deze staatstoelage maakt het voorwerp uit van Hoofdstuk VII van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

Om deze sleutel te berekenen wordt uitgegaan van de spreiding van het aantal rechthebbenden per duizend inwoners over alle gemeenten (variërend van 0 tot 14,9 per duizend inwoners). Daarnaast blijft het objectief dat de overheid geen bijkomende last mag opgelegd worden, van kracht.

Nombre de bénéficiaires par mille habitants	Nombre de communes
0 - < 1	54
1 - < 2	175
2 - < 3	144
3 - < 4	66
4 - < 5	54
5 - < 6	40
6 - < 7	13
7 - < 8	18
8 - < 9	9
9 - < 10	6
10 - < 11	5
11 - < 12	0
12 - < 13	2
13 - < 14	0
14 et > 14	3
Total	589

Aantal rechthebbenden per duizend inwoners	Aantal gemeenten
0 - < 1	54
1 - < 2	175
2 - < 3	144
3 - < 4	66
4 - < 5	54
5 - < 6	40
6 - < 7	13
7 - < 8	18
8 - < 9	9
9 - < 10	6
10 - < 11	5
11 - < 12	0
12 - < 13	2
13 - < 14	0
14 en > 14	3
Totaal	589

Pour les raisons exposées ci-dessus, il est dès lors proposé d'utiliser la clé de répartition suivante :

Nombre de bénéficiaires par mille habitants	% de la subvention de l'Etat
0 - < 3	25
3 - < 6	40
6 - < 9	55
9 - < 12	70
14 et > 12	75

Om hogergenoemde redenen wordt dan ook gepleit voor het hanteren van volgende verdeelsleutel :

Aantal rechthebbenden per duizend inwoners	% staatstoelage
0 - < 3	25
3 - < 6	40
6 - < 9	55
9 - < 12	70
14 en > 12	75

M. VAN PEEL
T. VAN PARYS
J. VAN HECKE

PROPOSITION DE LOI

L'Article 18, premier alinéa, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'Etat accorde au centre public d'aide sociale visé à l'article 11 une subvention pour le paiement du minimum de moyens d'existence accordé conformément aux dispositions de la présente loi, proportionnellement au nombre de bénéficiaires à charge par mille habitants.

Cette subvention s'élève à 25 % du montant du minimum de moyens d'existence lorsque la proportion est de 0 à moins de 3 bénéficiaires par mille habitants, à 40 % lorsque la proportion est de 3 à moins de 6 bénéficiaires par mille habitants, à 55 % lorsque la proportion est de 6 à moins de 9 bénéficiaires par mille habitants, à 70 % lorsque la proportion est de 9 à moins de 12 bénéficiaires par mille habitants et à 75 % lorsque la proportion est de 12 bénéficiaires ou plus par mille habitants. »

10 octobre 1990.

WETSVOORSTEL

Artikel 18, eerste lid, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum wordt vervangen door het volgende lid :

« De Staat verleent aan het in artikel 11 bedoelde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een toelage overeenkomstig de bepalingen van deze wet, in verhouding van het aantal rechthebbenden ten laste per duizend inwoners.

De toelage bedraagt 25 % van het bedrag van het bestaansminimum ingeval van een verhouding van 0 tot minder dan 3 rechthebbenden per duizend inwoners, 40 % ingeval van een verhouding van 3 tot minder dan 6 rechthebbenden per duizend inwoners, 55 % ingeval van een verhouding van 6 tot minder dan 9 rechthebbenden per duizend inwoners, 70 % ingeval van een verhouding van 9 tot minder dan 12 rechthebbenden per duizend inwoners en 75 % in geval van een verhouding van 12 of meer rechthebbenden per duizend inwoners. »

10 oktober 1990.

M. VAN PEEL
T. VAN PARYS
J. VAN HECKE